

**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**
COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Quarante-neuvième session

Ottawa (Canada)

11-15 mai 2026

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL PHYSIQUE SUR LES PROJETS DE RÉVISION DES LIGNES DIRECTRICES PROVISOIRES RELATIVES À L'UTILISATION DE L'ÉTIQUETAGE DE PRÉCAUTION POUR LES ALLERGÈNES*Préparé par le groupe de travail physique présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par l'Australie et le Royaume-Uni***INTRODUCTION**

Le groupe de travail physique (GTP) hybride s'est réuni le 10 mai 2026 avant la 49^e session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL49). La présidence du GTP a donné un aperçu des travaux réalisés à ce jour. Le CCFL48 est convenu de faire passer les projets de lignes directrices à l'étape 5 et de rétablir le groupe de travail électronique (GTE) afin de poursuivre les travaux, en tenant compte des discussions tenues au CCFL, des avis scientifiques reçus à ce jour et des avis du Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS). Deux séries de consultations du GTE ont été menées, et une lettre circulaire (LC) a été fournie.

Le CCFL48 est convenu de demander un avis scientifique supplémentaire à la FAO/OMS concernant l'évaluation qualitative des risques ainsi que les doses de référence ou les concentrations applicables aux céréales contenant du gluten. La FAO/OMS a également été invitée à fournir des activités de renforcement des capacités aux pays en matière d'évaluation des risques liés à l'étiquetage de précaution des allergènes (ÉPA). Les principales recommandations formulées lors des deux réunions FAO/OMS ont été intégrées au projet examiné par le GTE, notamment les directives relatives à la réalisation des évaluations des risques ainsi que la dose de référence de 4 mg de gluten total pour l'évaluation des risques associés à la présence involontaire de gluten et de céréales contenant du gluten. Le CCMAS a confirmé que des méthodes sont disponibles pour détecter et quantifier la présence involontaire d'allergènes dans les denrées alimentaires résultant d'une contamination croisée, avec des limites de détection et de quantification appropriées (CX/FL 36/49/3 Add.2).

Un représentant de la FAO a présenté un aperçu des séances d'avis scientifiques qui ont contribué à l'élaboration du présent texte jusqu'à présent. La consultation la plus récente portant sur les céréales contenant du gluten a conclu qu'une dose de référence de 4 mg de gluten est recommandée pour l'évaluation des risques liés à la présence involontaire de gluten et de céréales contenant du gluten, comme fondement pour décider si une ÉPA doit être appliquée ou non, et que la dose de référence précédemment établie de 5 mg de protéines totales pour le blé devrait être remplacée par une dose de référence de 4 mg de gluten.

Le GTP a centré ses discussions sur les lignes directrices provisoires relatives à l'utilisation de l'ÉPA, y compris les propositions intégrées à partir du document CX/FL 26/49/5 Add.1 Rev.1.

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS PAR SECTION**Section 4.2: ÉPA sur la base de l'évaluation des risques et 4.3: Quand utiliser l'ÉPA**

La présidence a indiqué qu'à la section 4.2, une note de bas de page additionnelle (2bis) avait été ajoutée à titre d'espace réservé pour le rapport final d'évaluation des risques de la FAO/OMS, lorsqu'il sera disponible; le GTP a accepté cet ajout.

La présidence a également souligné l'appui exprimé au sein du GTE en faveur de l'expression «devrait uniquement», dans l'intention de limiter l'utilisation excessive de l'ÉPA, lorsque la présence involontaire d'allergènes (PIA) est inférieure au seuil d'intervention, tout en offrant davantage de souplesse que l'expression «doit uniquement». La présidence a aussi signalé l'ajout d'un libellé visant à refléter la proposition de scinder le tableau de la section 4.3.1 en deux tableaux distincts: l'un portant sur les allergies alimentaires à médiation par les anticorps immunoglobuline E [IgE] et l'autre sur la maladie cœliaque.

Les points de vue divergeaient au sein du GTP. Certains ont exprimé des préoccupations selon lesquelles l'expression «devrait uniquement» limiterait l'utilisation de l'ÉPA aux évaluations quantitatives des risques, et plusieurs membres du GTP ont proposé de supprimer le terme «uniquement». D'autres membres ont appuyé l'emploi de «devrait uniquement» ou de «doit», afin de garantir que l'ÉPA soit fondée sur une évaluation des risques et sur des seuils d'intervention.

Une proposition a été faite visant à remplacer le terme «doit» par l'expression «devrait être limité aux cas où». Cette proposition a reçu un certain appui. D'autres membres ont indiqué préférer maintenir plutôt l'expression «doit être utilisé lorsque». Le GTP a reconnu que ces deux options renvoyaient à deux concepts différents: l'un établissant que l'ÉPA doit être utilisée lorsque la présence involontaire d'allergènes alimentaires ne peut être réduite en deçà du seuil d'intervention, et l'autre précisant davantage que son utilisation devrait être limitée à ces seuls cas. Constatant l'absence de consensus, la présidence a proposé de maintenir les deux options entre crochets et de recommander que le CCFL49 les examine en tenant compte des discussions du GTP.

Une proposition a également été faite afin d'ajouter un texte supplémentaire pour préciser que l'ÉPA peut être fondée sur le résultat d'une évaluation qualitative des risques lorsqu'il est établi qu'il existe une possibilité de présence de l'allergène. La présidence a précisé que les principes énoncés à la section 4 devraient être considérés dans leur ensemble et a rappelé qu'au CCFL48, la référence à l'évaluation des risques avait été supprimée de la section 4.3 puisqu'elle est traitée à la section 4.2. Certains membres estimaient que ce libellé explicatif était nécessaire afin d'éviter une contradiction entre les sections 4.2 et 4.3. D'autres membres considéraient que le texte additionnel était déjà suffisamment couvert par la section 4.2.

La FAO a précisé que la dose de référence constitue un résultat numérique et que l'utilisation de cette valeur dans une évaluation des risques ne rend pas automatiquement celle-ci quantitative; elle a également estimé que le texte additionnel faisait double emploi. Il a été noté que les membres n'avaient pas accès à l'intégralité du rapport de la FAO/OMS et que certains membres estimaient que, dans ce contexte, il était important de mentionner l'évaluation qualitative des risques.

Compte tenu des préoccupations soulevées à l'égard du libellé explicatif additionnel et du besoin exprimé par les membres de faire référence à l'évaluation qualitative des risques, la présidence a proposé d'inclure l'expression «évaluation qualitative et quantitative des risques» à la section 4.2. Le GTP a accepté ce compromis et cette voie à suivre, et le texte additionnel visant à traiter de l'évaluation des risques à la section 4.3 a été supprimé.

Un membre a souligné que la note de bas de page 3 de la section 4.3 renvoie à un rapport d'experts de la FAO/OMS utilisant le 50^e percentile pour la consommation, ce qui n'est pas conforme aux évaluations des risques chimiques de l'OMS, lesquelles utilisent le 97,5^e percentile afin de couvrir les grands consommateurs. L'OMS a précisé que les évaluations des risques chimiques s'inscrivent dans un contexte différent de celui des allergènes alimentaires et que la partie 3 du rapport mentionné dans la note de bas de page 2 utilise le 50^e percentile. La présidence a précisé que le texte actuel laisse à une autorité compétente la souplesse nécessaire pour utiliser un percentile différent. Le GTP est convenu de maintenir le texte de la note de bas de page 3.

Recommandations pour la Section 4.2: ÉPA sur la base de l'évaluation des risques et 4.3: Quand utiliser l'ÉPA

Le GTP recommande que le CCFL49 examine et approuve le texte révisé de la Section 4.2. Le CCFL49 est invité à poursuivre l'examen et les discussions concernant le texte entre crochets à la Section 4.3 portant sur les conditions d'utilisation de l'ÉPA, soit «doit être utilisé lorsque» ou «devrait être limité aux cas où». Le texte figure à l'annexe I et est reproduit ci-dessous.

4.2 La décision d'utiliser l'ÉPA devrait être fondée sur les conclusions d'une évaluation des risques^{2bis}, qui peut inclure, ~~de façon non limitative,~~ une **évaluation qualitative et quantitative** des risques de présence involontaire d'allergènes alimentaires.

4.3 L'ÉPA **[doit être utilisée lorsque/devrait être limitée aux cas où]** il est démontré que la présence involontaire d'un ou de plusieurs allergènes alimentaires ne peut pas être atténuée jusqu'à un niveau égal ou inférieur au seuil d'intervention pour l'aliment allergène, sur la base des doses de référence indiquées dans les tableaux des sections 4.3.1 **pour les allergies alimentaires à médiation par les anticorps IgE et 4.3.2 pour la maladie cœliaque.**

Section 4.3.1: Tableau des doses de référence

Le président du GTP a présenté les commentaires reçus au cours du GTE et en réponse à la lettre circulaire, selon lesquels le tableau devrait inclure une valeur de 5 mg de protéines totales pour le blé afin d'éviter toute confusion dans les évaluations des risques. La FAO a précisé, lors de sa présentation, que 5 mg de protéines totales équivaut à 4 mg de gluten issu du blé et que l'une ou l'autre de ces valeurs est suffisamment protectrice

pour les consommateurs allergiques à médiation par les IgE. La présidence a clarifié que la valeur de 4 mg concernait le gluten total toutes sources confondues. En réponse aux commentaires formulés dans la lettre circulaire, la présidence a proposé de scinder les doses de référence en deux tableaux afin de mieux illustrer la distinction entre les doses de référence pour les allergies alimentaires à médiation par les anticorps IgE et celles pour la maladie cœliaque.

Un membre a suggéré de modifier le titre des tableaux, passant de «évaluation des risques» à «analyse des risques», étant donné que les tableaux seront utilisés à la fois pour l'évaluation et pour l'analyse des risques. Cette suggestion a été acceptée par le GTP.

Bien que quelques membres aient exprimé une préférence pour un tableau unique, un accord général s'est dégagé en faveur des deux tableaux tels que proposés et présentés au GTP.

Une organisation observatrice a soulevé des préoccupations concernant la prise en compte des populations vulnérables dans le rapport d'experts de la FAO/OMS. La FAO a précisé que le rapport 1, annexe 3, décrit les populations prises en compte et répond à cette préoccupation.

Un membre a proposé de préciser que l'avoine ne constitue pas un allergène prioritaire dans la *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (NGÉDAP), qu'elle ne contient pas de gluten et qu'aucune dose de référence pour le gluten n'a donc été établie pour l'avoine. Toutefois, les individus peuvent réagir en raison d'une contamination croisée avec des céréales contenant du gluten. Une note de bas de page marquée d'un astérisque (*) a été proposée. Un membre a suggéré des modifications afin de préciser que la NGÉDAP ne fait pas référence aux aliments allergènes non prioritaires; cette modification a été intégrée. Aucune objection n'a été soulevée concernant la nouvelle note de bas de page relative à l'avoine.

Recommandations pour la Section 4.3.1: Tableau des doses de référence

Il est recommandé que le CCFL49 poursuive ses travaux en examinant deux tableaux. Le GTP recommande également que le CCFL49 examine la proposition d'ajout d'une note de bas de page concernant l'avoine.

***L'avoine est listée dans la Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985) comme un aliment allergène (paragraphe 4.2.1.5). Toutefois, l'avoine n'est pas une céréale contenant du gluten et, par conséquent, aucune dose de référence spécifique pour le gluten n'a été établie pour l'avoine. Les personnes atteintes de la maladie cœliaque peuvent réagir à la consommation d'avoine en raison d'une contamination croisée avec le blé, l'orge ou le seigle, laquelle est déjà couverte dans le tableau 4.3.1.**

Section 4.3.2: Aucune dose de référence n'a été établie

La présidence a rappelé que, lorsqu'aucune dose de référence n'a été établie, la disposition permet aux autorités régionales ou compétentes d'établir des doses de référence sur la base des mêmes principes que ceux utilisés par la FAO/OMS pour établir les doses de référence. Un appui général à cette section a été constaté au sein du GTP.

Recommandation pour la Section 4.3.2

Il est recommandé que le CCFL49 examine et approuve le texte tel que présenté à l'annexe I.

- 4.3.2** Lorsqu'aucune dose de référence n'est fixée pour un aliment allergène donné dans le tableau 4.3.1 ci-dessus, les autorités compétentes régionales ou nationales peuvent établir une dose de référence conforme aux principes⁴ reconnus afin de déterminer un seuil d'intervention.

Section 4.3.3: ÉPA et allégations «sans gluten»

La présidence a indiqué que le GTE avait examiné, conformément aux recommandations issues des consultations d'experts, la manière de traiter les situations dans lesquelles un produit pourrait comporter à la fois une ÉPA et une allégation «sans gluten». Le GTE a exploré plusieurs options, et la présidence a expliqué qu'un consensus s'était dégagé au sein du groupe de travail pour ne pas autoriser les allégations «sans gluten» sur les étiquettes lorsqu'une ÉPA est présente.

Les membres sont convenus de plusieurs modifications de clarification, notamment:

- remplacer «est utilisé» par «est nécessaire» afin de refléter les fondements fondés sur les risques de l'ÉPA;
- ajouter une note de bas de page (4bis) renvoyant à la norme d'étiquetage «sans gluten» (CXS 118-1979);
- ajouter la précision entre parenthèses «blé, orge et seigle» pour clarifier les céréales contenant du gluten.

Un membre a exprimé des réserves, indiquant que la définition des aliments sans gluten dans la norme CXS 118-1979 fait référence à « l'avoine », ce qui pourrait créer un conflit potentiel avec le texte proposé de la note de bas de page. Constatant l'absence d'objections à l'inclusion de la référence à la CXS 118-1979, la présidence a proposé que le GTP la maintienne et que les membres examinent toute éventuelle incohérence avant la discussion en séance plénière.

Recommandation pour la Section 4.3.3: ÉPA et allégations «sans gluten»

Le GTP recommande que le CCFL49 examine et approuve le texte de la Section 4.3.3, tel que modifié par le groupe de travail. Le GTP recommande que la note de bas de page 5 (anciennement 4bis) soit examinée plus en détail lors de la séance plénière.

- 4.3.3** Si une mention d'ÉPA pour les céréales contenant du gluten (blé, orge et seigle) est nécessaire, le terme «sans gluten» ne doit pas être utilisé^[5].

^[5]«Aliments sans gluten» tels que définis dans la *Norme pour les aliments diététiques ou de régime destinés aux personnes souffrant d'une intolérance au gluten (CXS 118-1979).*]

Section 4.4: Programmes d'éducation/d'information

La présidence a indiqué que le GTE s'était entendu sur le fait que l'éducation constitue un aspect essentiel accompagnant l'ÉPA. Plusieurs options ont été examinées au cours du GTE et des modifications ont été intégrées à la suite de la lettre circulaire afin de préciser les responsabilités en matière de mise en œuvre de ces programmes et la manière dont ils devraient être poursuivis.

Un membre a exprimé des préoccupations concernant le fait que ces programmes soient «dirigés» par les autorités compétentes et a préféré le terme «soutenus», dans la mesure où ces initiatives peuvent être élaborées par d'autres parties prenantes, avec la supervision ou l'accord des autorités compétentes. Plusieurs autres membres ont appuyé cette modification, qui a été intégrée par le GTP.

Certains membres préféreraient l'utilisation du terme «doit», estimant que l'éducation devrait constituer une exigence obligatoire. Aucune objection n'a été soulevée à l'égard de cette modification.

Une organisation observatrice a souligné la nécessité de mettre en place un mécanisme d'évaluation permettant d'évaluer l'efficacité des programmes d'éducation, notamment en ce qui concerne la compréhension des consommateurs.

Recommandation pour la Section 4.4: Programmes d'éducation/d'information

Le GTP recommande que le CCFL examine et approuve le texte ci-dessous, tel que présenté à l'annexe I.

- 4.4** Les ÉPA ~~doivent~~ devraient être complétée par des programmes d'éducation et d'information appuyésdirigés par les autorités compétentes, afin de promouvoir une utilisation appropriée de l'ÉPA par les exploitants du secteur alimentaire et une bonne compréhension par les consommateurs, les professionnels de santé et les autres parties prenantes.

Section 5: Présentation de l'ÉPA

La présidence a rappelé au GTP que le texte de la section 5.1 avait été adopté lors du CCFL48.

Section 5.2: Présentation de L'ÉPA: Emplacement en présence d'une liste d'ingrédients

Le GTP a discuté du fait que le GTE s'était entendu pour utiliser le terme «doit» afin d'assurer l'harmonisation avec le libellé correspondant relatif à la présentation de l'étiquetage des allergènes dans la NGÉDAP.

Recommandation pour la Section 5.2

Le GTP recommande que le CCFL49 examine le texte de la section 5.2 en maintenant le terme «doit».

- 5.2** L'ÉPA doit ~~devrait~~ figurer sous forme de mention distincte, directement sous la liste des ingrédients (lorsqu'elle est présente) ou à proximité immédiate de celle-ci.

Section 5.2.1: Emplacement en l'absence de liste d'ingrédients

La présidence a indiqué que des modifications avaient été apportées à la section 5.2.1 sur la base des commentaires reçus dans la lettre circulaire, afin d'harmoniser davantage les directives avec le libellé utilisé pour la déclaration des aliments allergènes dans la NGÉDAP. Un membre a proposé de remplacer l'expression «position bien visible» par «position visible»; toutefois, le président a expliqué que l'expression « position bien visible » est déjà utilisée à la section 8 de la NGÉDAP et qu'il serait préférable, par souci de cohérence, de maintenir cette terminologie. Le GTP est convenu du texte tel que présenté.

Recommandation pour la section 5.2.1

Il est recommandé que le CCFL49 examine et approuve le texte révisé tel que présenté à l'annexe I.

5.2.1 Lorsqu'un aliment est exempt de l'obligation de déclaration de la liste des ingrédients et qu'aucune liste d'ingrédients n'est présente, l'ÉPA doit être déclarée dans une position bien visible sur l'étiquette. Lorsqu'une mention distincte est présente conformément à la section 8.3.2.1 de la NGÉDAP, la mention d'ÉPA devrait apparaître dans le même champ de vision que cette mention distincte, ou directement en dessous ou à proximité immédiate de celle-ci.

Section 5.2.2: Présentation de L'ÉPA: Utilisation de «peut contenir» ou de «termes équivalents»

Les membres ont exprimé des points de vue divergents concernant le concept de «termes équivalents», l'importance de l'expression «peut contenir», ainsi que la possibilité d'introduire une certaine flexibilité.

- Certaines organisations observatrices ont exprimé une préférence pour l'utilisation d'une seule mention d'ÉPA et ne soutenaient pas la diversification des formulations, estimant que cela pourrait prêter à confusion pour les consommateurs, et appuyant l'utilisation de «peut contenir» comme formulation normalisée.
- Certains membres ont rappelé que l'objectif de l'ÉPA est de refléter le risque de contamination croisée. Dans une perspective de commerce international, il pourrait être plus simple d'utiliser «peut contenir», une formulation déjà largement employée et claire pour les consommateurs. Concernant la contamination croisée, un membre a proposé de faire référence au *Code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire* (CXC 802020).
- Un membre a indiqué que la formulation peut varier selon les pays et les régions, et qu'il est donc important d'accorder une certaine flexibilité aux autorités régionales afin de permettre le message le plus approprié pour leurs consommateurs.
- Un membre a exprimé l'avis qu'une mention alternative («ne convient pas pour...») devrait être incluse, sur la base de données consommateurs de son propre pays montrant qu'il s'agissait de la formulation la plus préférée.
- Un membre a souligné que l'étiquetage obligatoire des allergènes, selon la NGÉDAP, commence par «Contient», et a demandé s'il existe des données démontrant que la mention «peut contenir» est suffisamment claire pour les consommateurs lorsque «contient» et «peut contenir» figurent tous deux sur l'emballage.

Un texte additionnel a été proposé afin de préciser explicitement que la décision relative à l'utilisation d'autres termes équivalents relève des autorités compétentes.

Certaines organisations observatrices ont exprimé l'avis qu'une seule mention par administration serait plus utile pour les consommateurs. La présidence a expliqué que l'expression «une mention d'ÉPA» dans la Section 5.2.2 signifie une seule mention et a recommandé de poursuivre avec les modifications proposées. Il a également précisé que le *Code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire* (CXC 802020) est déjà référencé ailleurs dans le document et n'est donc pas nécessaire dans cette section.

Le GTP est également convenu du reste du libellé établissant un lien avec les dénominations spécifiées aux sections 4.2.1.4 et 4.2.1.5 de la NGÉDAP.

Recommandation pour la Section 5.2.2: utilisation de «peut contenir» ou de «termes équivalents»

Le GTP recommande que le CCFL49 examine et approuve le texte proposé pour la Section 5.2.2, en conservant l'expression «ou termes équivalents», ainsi que le libellé additionnel relatif aux autorités compétentes.

Sections 5.2.2 et 5.2.3: Gluten au-dessus des seuils d'intervention, lorsque la source n'est pas connue

Le GTP a examiné plusieurs questions restantes liées aux sections 5.2.2 et 5.2.3. Les membres ont exprimé des points de vue divergents sur la manière de déclarer les céréales contenant du gluten au-dessus du seuil d'intervention lorsque la source est connue et lorsque la source ne peut pas être vérifiée par une évaluation des risques.

Le GTP a discuté de la note de bas de page 4ter, qui reprend le même libellé que la NGÉDAP: «En plus du nom spécifique du blé, du seigle et de l'orge, le terme "gluten" peut être utilisé.» ce qui permet l'utilisation du terme «gluten» comme mention supplémentaire facultative.

Un membre a souligné que le contexte de ces sections est différent de celui couvert par la NGÉDAP, qui porte sur l'ajout volontaire de l'allergène, alors que ces lignes directrices concernent la présence involontaire ou la

contamination croisée. Ce membre a indiqué que l'information essentielle pour le consommateur est la présence de gluten en tant que tel, plutôt que la présence spécifique de seigle et d'orge. Leur préférence était de déclarer le «gluten» dans toutes les situations, et non uniquement lorsque la source est inconnue. Un ajout à la note de bas de page 4ter a été proposé: Le terme «gluten» peut être utilisé à la place de «seigle» et «orge».

Les membres ont également soulevé la question de savoir dans quels cas le blé peut être exclu comme source de gluten. Il a été suggéré que l'expression «céréales contenant du gluten» pourrait constituer un compromis approprié pour englober le seigle et l'orge, tout en étant plus familière pour les consommateurs recherchant le terme «gluten».

Certains membres ont exprimé le souhait d'avoir la possibilité d'un étiquetage collectif sous le terme «gluten», sans mention des noms spécifiques, estimant que la familiarité du terme «gluten» serait suffisante tant pour les consommateurs atteints de maladie coéliquaue que pour ceux présentant une allergie à médiation par les anticorps IgE. Ils ont suggéré d'introduire une certaine flexibilité permettant aux autorités compétentes d'autoriser l'utilisation de termes adaptés au contexte local. D'autres membres estimaient que le «blé» devrait être mentionné afin d'informer les consommateurs allergiques à médiation par les anticorps IgE.

Le président a proposé un libellé à la Section 5.2.3 pour les cas où le gluten est au-dessus du seuil d'intervention et où la source ne peut pas être vérifiée par une évaluation des risques, suggérant que «le blé doit être utilisé» afin de garantir que le blé soit toujours déclaré.

Les membres ont exprimé des points de vue divergents quant à l'utilisation du terme «gluten» en complément du nom spécifique, dans les cas où la source du gluten est connue (5.2.2) et lorsqu'elle ne l'est pas (5.2.3).

Une organisation observatrice a partagé son point de vue technique selon lequel, lorsque la source du gluten n'est pas connue, mais qu'il est établi qu'elle ne provient pas du blé, l'étiquetage «blé» pourrait être trompeur du point de vue de l'étiquetage. Compte tenu de cela, un membre a soutenu le retour au libellé initial: «les noms spécifiques de toutes les céréales contenant du gluten (c'est-à-dire le blé, l'orge et le seigle) doivent être inclus dans la mention de l'ÉPA».

Il a été suggéré d'utiliser des notes de bas de page distinctes pour les Sections 5.2.2 et 5.2.3.

Un membre a exprimé l'avis que l'objectif du document est de fournir des orientations aux autorités compétentes sur la mise en œuvre de l'ÉPA en fonction de leur population et de la compréhension locale. Certains consommateurs peuvent rechercher spécifiquement «orge» et «seigle» pour identifier le gluten, tandis que d'autres recherchent directement le terme «gluten», et l'ajout de termes supplémentaires pourrait nuire à la clarté. Le membre a souligné la nécessité de laisser une flexibilité aux autorités compétentes afin d'autoriser l'utilisation de termes adaptés au contexte local. Ils ont indiqué que cette option permettant d'utiliser le terme «gluten» à la place de «seigle» et «orge» s'appliquerait de la même manière aux Sections 5.2.2 et 5.2.3, de sorte qu'une étiquette pourrait indiquer «blé et gluten».

Des points de vue divergents ont été exprimés sur la manière dont les Sections 5.2.2 et 5.2.3 devraient traiter la présence involontaire d'allergènes, lorsque la source est connue et lorsqu'elle ne l'est pas. Un accord s'est dégagé sur le fait que, dans les cas où le nom spécifique est requis, le terme «gluten» pourrait également être utilisé en complément, à titre facultatif. Les propositions étaient les suivantes:

5.2.2 Lorsque la source de la présence involontaire d'allergènes est connue:

- Elle doit être déclarée par le nom spécifique («blé», «orge», «seigle»)
- Si la source de la présence involontaire d'allergènes est une céréale contenant du gluten (autre que le blé), elle peut être déclarée comme «céréales contenant du gluten»
- Si la source de la présence involontaire d'allergènes est une céréale contenant du gluten (y compris le blé), elle peut être déclarée comme «céréales contenant du gluten»
- Indépendamment de la céréale présente (y compris le blé), celle-ci pourrait être déclarée de manière collective comme «gluten».

5.2.3 Lorsque le gluten est présent et que la source n'est pas connue ou ne peut pas être vérifiée:

- Tous les noms des céréales («blé», «orge», «seigle») doivent être déclarés.
- S'il est connu que la source n'est pas le blé, alors «orge» et «seigle» doivent être déclarés.
- S'il est connu que la source n'est pas le blé, l'orge et le seigle pourraient être déclarés comme «céréales contenant du gluten».
- Indépendamment du fait qu'il soit connu ou non que la source soit le blé, celles-ci pourraient être déclarées de manière collective comme «**blé**, céréales contenant du gluten».

- Indépendamment du fait qu'il soit connu ou non que la source soit le blé, celles-ci pourraient être déclarées de manière collective comme «blé, gluten».

Recommandations pour les Sections 5.2.2 et 5.2.3 et les notes de bas de page 6 (anciennement 4ter) et 7 (anciennement 4quater)

Le CCFL49 est invité à examiner le texte révisé des Sections 5.2.2 et 5.2.3.

Le GTP a conclu que des notes de bas de page distinctes pour les Sections 5.2.2 et 5.2.3 étaient nécessaires, compte tenu des différents scénarios couverts par ces deux sections et des divergences de points de vue. Le Comité est invité à examiner le texte des deux notes de bas de page, y compris les éléments figurant entre crochets.

5.2.2 Une mention d'ÉPA doit commencer par les mots «Peut contenir» (ou des termes équivalents **tels que «peut être présent», selon ce qui est déterminé par les autorités compétentes**) et déclarer le ou les aliments allergènes en utilisant les noms spécifiques des aliments et ingrédients énumérés aux sections 4.2.1.4 et, le cas échéant, 4.2.1.5 de la Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985)⁶.

5.2.3 **Lorsque du gluten est présent au-dessus du seuil d'intervention et que la source du gluten ne peut pas être vérifiée par une évaluation des risques, les noms spécifiques de toutes les céréales contenant du gluten (c'est-à-dire le blé, l'orge et le seigle) doivent être inclus dans la mention d'ÉPA**⁷.

⁶ **Outre le nom spécifié du blé, du seigle et de l'orge, le mot «gluten» peut être utilisé.**

⁷ **En plus du nom spécifique du blé, du seigle et de l'orge, le terme «gluten» peut être utilisé. [Le libellé [«gluten» OU «céréales contenant du gluten»] peut être utilisé à la place des termes «seigle» ou «orge».]**

Section 5.2.4: Présentation de l'ÉPA

1. La présidence a expliqué que cette section est comparable aux dispositions de déclaration prévues dans la NGÉDAP et a présenté le texte tel que diffusé dans la lettre circulaire, en notant qu'un appui général avait été exprimé à la fois au sein du GTE et dans les commentaires à la lettre circulaire.

Un membre a souligné que les mentions d'ÉPA et les déclarations d'allergènes peuvent apparaître sur un même emballage et qu'il conviendrait d'utiliser le même mode de présentation pour ces deux types de mentions; un texte additionnel a été proposé à cet effet pour clarification. Le GTP est convenu de cette suggestion.

Recommandation pour la section 5.2.4

Le GTP recommande que le CCFL49 examine et approuve le texte révisé figurant à l'annexe I.

5.2.4 Une mention d'ÉPA doit être déclarée de manière claire et distincte, notamment par l'utilisation d'un type de police, d'un style ou d'une couleur contrastant avec le texte environnant, conformément à la section 8.3.1 de la Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985). **Lorsqu'une mention d'ÉPA et une déclaration d'allergène sont toutes deux présentes, elles doivent être présentées de la même manière claire et distincte.**

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le GTP invite le CCFL49 à:

- examiner le projet de lignes directrices proposé (annexe I); et
- déterminer si le texte est prêt à être soumis à l'adoption finale à l'étape 8.

ANNEXE I

**PROJET D'ANNEXE À LA NORME GÉNÉRALE SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES
PRÉEMBALLÉES (CXS 1-1985) : DIRECTIVES POUR L'UTILISATION DE L'ÉTIQUETAGE DE
PRÉCAUTION DES ALLERGÈNES**

À l'étape 7

(Les ajouts ou révisions proposés au projet de texte sont indiqués **en caractères gras et soulignés**, tandis que les suppressions sont indiquées en caractères barrés.)

1. OBJET

Faciliter une approche cohérente et harmonisée de l'utilisation efficace de l'étiquetage de précaution des allergènes (ÉPA) afin de communiquer aux consommateurs souffrant d'allergies alimentaires ou de la maladie cœliaque le risque lié à la présence involontaire d'allergènes alimentaires due à une contamination croisée avec des aliments allergènes.

2. PORTÉE

Ces lignes directrices s'appliquent à l'ÉPA lorsqu'elle est utilisée dans l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées pour indiquer le risque lié à la présence involontaire d'un ou de plusieurs allergènes alimentaires causée par une contamination croisée¹ avec des aliments allergènes.

3. DÉFINITIONS

Aux fins des présentes lignes directrices, la définition suivante s'applique conjointement avec les définitions de la section 2 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985):

«**L'étiquetage de précaution des allergènes**» est une mention figurant sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées indiquant un risque lié à la présence involontaire d'un ou de plusieurs allergènes alimentaires due à une contamination croisée avec un aliment allergène, telle qu'identifiée par une évaluation des risques.

4. PRINCIPES GÉNÉRAUX

- 4.1** Des pratiques efficaces de gestion des allergènes alimentaires, y compris des mesures de contrôle visant à prévenir ou à réduire au minimum la présence involontaire d'un ou de plusieurs allergènes alimentaires due à une contamination croisée avec des aliments allergènes, doivent être mises en œuvre conformément au *Code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire* (CXC 802020). L'utilisation de l'ÉPA doit être limitée aux situations dans lesquelles la présence involontaire d'un ou de plusieurs allergènes alimentaires ne peut pas être prévenue ou maîtrisée au moyen de ces pratiques de gestion des allergènes.
- 4.2** La décision d'utiliser l'ÉPA devrait être fondée sur les conclusions d'une évaluation des risques^{2bis}, qui peut inclure, de façon non limitée, **une évaluation qualitative et quantitative** des risques de présence involontaire d'allergènes alimentaires.
- 4.3** L'ÉPA **[doit être utilisée lorsque/devrait être limitée aux cas où]** il est démontré que la présence involontaire d'un ou de plusieurs allergènes alimentaires ne peut pas être atténuée jusqu'à un niveau égal ou inférieur au seuil d'intervention pour l'aliment allergène, sur la base des doses de référence indiquées dans les tableaux des sections 4.3.1 **pour les allergies alimentaires à médiation par les anticorps IgE et** 4.3.2 **pour la maladie cœliaque**.

¹ La contamination croisée des allergènes est définie dans le *Code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire* (CXC 802020)

² FAO et OMS (2023). *Risk assessment of food allergens—Part 3: Review and establish precautionary labelling in foods of the priority allergens* (Sections 3.3.1 to 3.3.6 provide guidance for the risk assessment of unintended food allergen presence). <https://doi.org/10.4060/cc6081en>

^{2bis} Espace réservé pour la référence aux orientations FAO/OMS de la partie 6 sur l'évaluation des risques <https://www.fao.org/food-safety/scientific-advice/food-allergens/en>.

Tableau 4.3.1 — Doses de référence pour les aliments allergènes pertinents pour l'évaluation/analyse des risques des allergies alimentaires à médiation par les anticorps IgE

Aliments allergènes (allergie alimentaire à médiation par les anticorps IgE)	Dose de référence (mg de protéines totales provenant de l'aliment allergène)
Amande	1,0
Noix du Brésil	1,0
Cajou	1,0
Pistache	1,0
Noix macadamia	1,0
Noix de pin	1,0
Noix de Grenoble	1,0
Pacane	1,0
Céleri	1,0
Moutarde	1,0
Arachides	2,0
Œuf	2,0
Lait	2,0
Sésame	2,0
Noisette	3,0
Blé	5,0
Poisson	5,0
Sarrasin	10,0
Lupin	10,0
Soja	10,0
Crustacés	200,0

Tableau 4.3.2 — Dose de référence pour le gluten pertinente pour l'évaluation/analyse des risques liés à la maladie cœliaque

Céréales contenant du gluten* (maladie cœliaque)	Dose de référence (mg de <u>gluten total</u> provenant de toutes les sources pertinentes)
Gluten de toutes les sources pertinentes: – blé et autres espèces de <i>Triticum</i> – seigle et autres espèces de <i>Secale</i> – orge et autres espèces de <i>Hordeum</i> ainsi que leurs produits†	4,0

† Comprend l'épeautre, le khorasan et d'autres céréales spécifiques contenant du gluten qui sont des espèces ou des souches hybrides appartenant aux genres *Triticum*, *Secale* et *Hordeum*.

***L'avoine est listée dans la Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985) comme un aliment allergène (paragraphe 4.2.1.5). Toutefois, l'avoine n'est pas une céréale contenant du gluten et, par conséquent, aucune dose de référence spécifique pour le gluten n'a été établie pour l'avoine. Les personnes atteintes de la maladie cœliaque peuvent réagir à la consommation d'avoine en raison d'une contamination croisée avec le blé, l'orge ou le seigle, laquelle est déjà couverte dans le tableau 4.3.1.**

4.3.2 Lorsqu'aucune dose de référence n'a été établie pour un aliment allergène particulier dans le tableau 4.3.1 ci-dessus, les autorités compétentes régionales ou nationales peuvent établir une dose de référence conformément à des principes reconnus⁴, aux fins de la détermination d'un seuil d'intervention.

4.3.3. Si une mention d'ÉPA pour les céréales contenant du gluten (blé, orge et seigle) est nécessaire, le terme «sans gluten» ne doit pas être utilisé⁵.

4.4 Les ÉPA doivent ~~devraient~~ être complétée par des programmes d'éducation et d'information **soutenus dirigés** par les autorités compétentes, afin de promouvoir une utilisation appropriée de l'ÉPA par les exploitants du secteur alimentaire et une bonne compréhension par les consommateurs, les professionnels de santé et les autres parties prenantes.

5. PRÉSENTATION DE L'ÉPA

5.1 Les Sections 8.1.1, 8.1.2 et 8.1.3 ainsi que la section 8.2 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) s'appliquent à l'étiquetage de l'ÉPA.

5.2 L'ÉPA ~~doit~~ devrait figurer sous forme de mention distincte, directement sous la liste des ingrédients (lorsqu'elle est présente) ou à proximité immédiate de celle-ci.

5.2.1 Lorsqu'un aliment est exempt de l'obligation de déclaration de la liste des ingrédients et qu'aucune liste d'ingrédients n'est présente, l'ÉPA doit être déclarée dans une position bien visible sur l'étiquette. Lorsqu'une mention distincte est présente conformément à la section 8.3.2.1 de la NGÉDAP, la mention d'ÉPA **devrait apparaître dans le même champ de vision que cette mention distincte, ou directement en dessous ou à proximité immédiate** de celle-ci.

5.2.2 Une mention d'ÉPA doit commencer par les mots «Peut contenir» (ou des termes équivalents tels que «peut être présent», selon ce qui est déterminé par les autorités compétentes) et déclarer le ou les aliments allergènes en utilisant les noms spécifiques des aliments et ingrédients énumérés aux sections 4.2.1.4 et, le cas échéant, 4.2.1.5 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985)⁶.

5.2.3 **Lorsque du gluten est présent au-dessus du seuil d'intervention et que la source du gluten ne peut pas être vérifiée par une évaluation des risques, les noms spécifiques de toutes les céréales contenant du gluten (c'est-à-dire le blé, l'orge et le seigle) doivent être inclus dans la mention d'ÉPA⁷.**

5.2.4 Une mention d'ÉPA doit être déclarée de manière claire et distincte, notamment par l'utilisation d'un type de police, d'un style ou d'une couleur contrastant avec le texte environnant, conformément à la section 8.3.1 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985). **Lorsqu'une mention d'ÉPA et une déclaration d'allergène sont toutes deux présentes, elles doivent être présentées de la même manière claire et distincte.**

⁴ FAO and WHO (2022). Ad hoc Joint FAO/WHO Expert Consultation on Risk Assessment of Food Allergens: Partie 2 : Review and establish threshold levels in foods of the priority allergens. <https://doi.org/10.4060/cc2946en>.

⁵ **«Aliments sans gluten» tels que définis dans la Norme pour les aliments diététiques ou de régime destinés aux personnes souffrant d'une intolérance au gluten (CXS 118-1979).**

⁶ **Outre le nom spécifié du blé, du seigle et de l'orge, le mot «gluten» peut être utilisé.**

⁷ **En plus du nom spécifique du blé, du seigle et de l'orge, le terme «gluten» peut être utilisé. [Le libellé [«gluten» OU «céréales contenant du gluten»] peut être utilisé à la place des termes «seigle» ou «orge».]**